



Entraînement de volontaires féminines de la France libre, photographie, 1941.

FEMMES RÉSISTANCE

Alors que l'on célèbre le 70^e anniversaire du premier vote des femmes (29 avril 1945) et que les résistantes **Germaine Tillion** et **Geneviève de Gaulle-Anthonioz** reposent pour toujours au Panthéon, il est désormais certain que l'histoire ne saura plus s'écrire sans les femmes. Agents de liaison, cantinières, chauffeurs, infirmières, secrétaires, standardistes ou combattantes..., les Françaises ont largement participé à la Résistance. Une fois l'armée française défaite et l'Armistice signé alors que la France de Vichy entre en collaboration avec l'Allemagne, des voix s'élèvent pour dire non et résister dès l'été 1940. Parmi ces voix, celles des femmes. Durant les quatre années d'occupation, elles résistent, chacune à leur manière : hébergement de clandestins, organisation de réseaux, impressions de tracts et de journaux clandestins, préparation d'engins explosifs, évasions, collecte et transmission d'informations. Certaines s'engagent dans les Forces françaises libres — 1 800 femmes — tant et si bien que, le 7 novembre 1940, le général de Gaulle institue le corps des volontaires françaises, la première unité féminine de l'armée française. C'est une révolution car ces femmes qui signent — comme des hommes — un engagement militaire, n'ont pas encore le droit de vote. Pourtant, à la Libération, cet engagement n'est pas valorisé. Les chiffres en témoignent, elles sont les grandes oubliées du conflit : elles auraient représenté 15 à 20 % des membres de la Résistance, mais on compte seulement six femmes parmi les 1 038 Compagnons de la Libération et à peine 10 % des médaillés de la Résistance. Cependant, depuis une trentaine d'années, ces combattantes sortent de l'ombre. À travers les portraits de quarante-six héroïnes, cette exposition est l'occasion de rendre hommage à l'ensemble de ces femmes.



Créant leurs réseaux et leurs mouvements, utilisant leur position et la sympathie qu'elles inspirent au public, des femmes célèbres se sont engagées dans la Résistance, comme la chanteuse et actrice **Germaine Sablon** (1), l'aviatrice **Maryse Bastié** (2) et la championne de tennis **Simonne Mathieu** (3). Les étrangères s'engagent aux côtés des Françaises. On peut citer **Virginia Hall** (4), un agent américain travaillant pour les services secrets britanniques puis américains, **Julia Pirotte** (6), une photographe de presse polonaise qui a beaucoup documenté la vie de la Résistance à Marseille et **Noor Inayat Khan** (5), une princesse hindoue née à Moscou qui s'engage dès 1940 en Angleterre au sein des volontaires féminines de l'Air puis plus tard au *Special Operations Executive*. Toutes ces résistantes ont vécu sous la menace permanente des arrestations, de la déportation ou de la condamnation à mort, à l'image de **France Hamelin** (8), emprisonnée à la prison de la Petite Roquette puis aux Tourelles, de **Charlotte Delbo** (7) envoyée à Ravensbrück ou de **France Bloch-Sérazin** (9) exécutée à Hambourg le 12 février 1943.



1893-1943

BERTHY ALBRECHT

De la Résistance au Mont-Valérien

Née le 15 février 1893 à Marseille, **Berthy Albrecht** a fait de sa vie un engagement. Infirmière de formation, elle sert dans les hôpitaux militaires pendant la Première Guerre mondiale, découvre les combats des féministes anglaises dans les années 1920 et poursuit son action en accueillant des réfugiés allemands fuyant le nazisme dès 1933. Proche avant la guerre d'Henri Frenay, qui est à l'origine du Mouvement de libération nationale (MLN), elle s'engage au sein de ce groupe, participe à la création de bulletins et fonde, avec Henri Frenay, le mouvement Combat. Elle aide des prisonniers à passer la ligne de démarcation, recrute des adhérents et organise l'aide aux militants emprisonnés et à leur famille. Arrêtée par la Gestapo à Mâcon le 27 mai 1943, elle est torturée avant d'être transférée à la prison de Fresnes le 31 mai. Enfermée, **Berthy Albrecht** se donne la mort dans la nuit. Le 26 août 1943, elle est faite Compagnon de la Libération. Le 11 novembre 1945, son corps est inhumé dans la crypte du mémorial de la France combattante au Mont-Valérien, en hommage aux combattantes de la première heure.



Berthy Albrecht en Bourgogne, quelques jours avant son arrestation, photographie, 1943.



« Dans l'honneur et par la victoire. Les femmes compagnon de la Libération », ouvrage, 2009.



Lever de drapeau au Mont Valérien au-dessus des quinze cercueils symboles des combattants de la Seconde Guerre mondiale, photographie, 1945.



Berthy Albrecht, René Lévy, enveloppe premier jour, 1983.

« Berthy Albrecht, décapitée à la hache le 9 juin 1943 », brochure de l'Union des Femmes françaises, 1945.

« Elle a tout donné à la Résistance, à la France, son confort, sa liberté, sa famille et maintenant sa vie. »

Henri Frenay, 1973

FEMMES
RÉSISTANCE



1912-2007

LUCIE AUBRAC

La Résistance comme école de la citoyenneté

Née le 29 juin 1912 à Paris, **Lucie Aubrac** révèle très tôt un tempérament militant. Ayant pris rapidement conscience de la montée des fascismes en Europe, cette professeure agrégée refuse d'emblée la défaite de juin 1940 et participe avec son époux, Raymond Aubrac, aux premiers pas du mouvement Libération-Sud. Très active, elle est de toutes les luttes. Elle organise, au cœur de Lyon, une opération retentissante qui libère son mari et treize autres résistants des griffes de la Gestapo en octobre 1943, après l'arrestation à Caluire, le 21 juin, de Raymond Aubrac, Jean Moulin et d'autres résistants. Désormais activement recherchée par les services allemands, elle doit gagner Londres avec mari et enfant le 8 février 1944. Surnommée « Madame Conscience », elle reprend son métier d'enseignante à la Libération. Sa retraite venue, elle parcourt la France pour témoigner auprès des jeunes générations de ce que fut la Résistance, la lutte contre les totalitarismes et rappeler la nécessité de préserver les conquêtes sociales de la Libération. Elle s'engage également auprès d'Amnesty International et dans le réseau Femmes pour la parité. Forte personnalité, **Lucie Aubrac** a indiscutablement eu un destin hors du commun.



Lucie Aubrac, photographie, Ulf Andersen, 1984.



Lucie et Raymond Aubrac, photographie, Alain Nogues, c. 1940.



« Lucie to the rescue », bande dessinée américaine décrivant l'évasion de Raymond Aubrac menée par Lucie Aubrac, sa femme, 1944.

© Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation/Collection Olivier Vabre - Fonds Aubrac

Lucie Aubrac, photographie, 1939.

« Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent. »

Lucie Aubrac, 1997

FEMMES
RÉSISTANCE



1906-1975

JOSÉPHINE BAKER

La Résistance par amour de la France

Joséphine Baker est née le 3 juin 1906 à Saint-Louis aux États-Unis. Danseuse de charleston, elle rencontre le succès à Paris et dans toute l'Europe au milieu des années 1920 dans *La Revue nègre* du théâtre des Champs-Élysées. Devenue l'égérie des dadaïstes et des cubistes, elle profite de son statut de star et utilise son image pour lutter contre le racisme durant l'entre-deux-guerres. Reconnaisante de l'accueil qu'elle reçoit en France et devenue française en 1937, elle met sa célébrité au service du pays au début de la Seconde Guerre mondiale en donnant à sa fameuse chanson *J'ai deux amours* un caractère patriotique, puis devient après la défaite un agent de renseignement au service de la France libre. Elle multiplie les actions, s'engageant de plus en plus auprès de l'armée française pour soutenir le moral des soldats, avec le théâtre aux armées, et des blessés au sein de la Croix-Rouge. Après le débarquement anglo-américain au Maroc et en Algérie le 8 novembre 1942, elle s'engage comme sous-lieutenant de l'armée de l'air. Décorée de la Légion d'honneur à la Libération, puis de la médaille de la Résistance avec rosette, **Joséphine Baker** passera le reste de sa vie à lutter contre les intolérances. Elle recevra les honneurs militaires lors de son inhumation le 12 avril 1975.



Josephine [dernier spectacle de Joséphine Baker à Bobino], affiche, 1975.



Joséphine Baker sur la scène du théâtre Le Paramount, photographie, 1944.



Joséphine Baker en compagnie d'auxiliaires féminines de l'armée [Londres], photographie, 1944.

« *J'ai deux amours. Mon pays et Paris
Par eux toujours. Mon cœur est ravi* »

J'ai deux amours, 1930

FEMMES
RÉSISTANCE

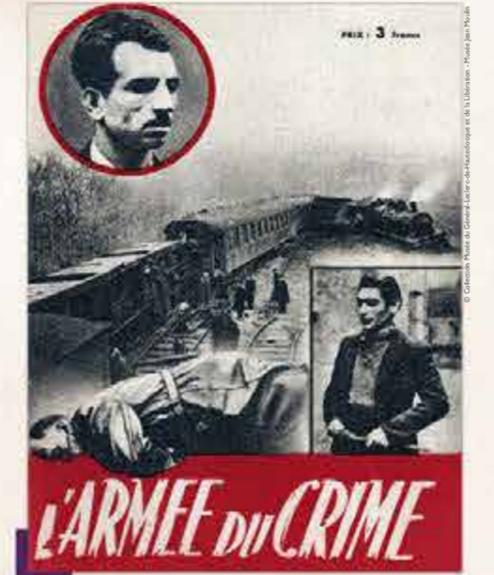


1912-1944

OLGA BANCIC

La Résistance au sein du groupe Manouchian

Olga Bancic voit le jour le 10 mai 1912 en Roumanie, dans une famille juive de Bessarabie. Militante des Jeunesses communistes et syndicalistes, elle est, dès 1933, de toutes les luttes antifascistes. Plusieurs fois arrêtée, elle doit s'exiler en France en 1938, où elle est proche des milieux républicains espagnols. Après l'invasion en 1940, elle participe à des actions isolées de sabotage puis s'engage en 1942 dans le groupe Francs-Tireurs et partisans de la Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) de Missak Manouchian. Chargée de l'acheminement des armes du groupe, elle est arrêtée à Paris par les Brigades Spéciales le 6 novembre 1943 avec vingt-deux autres membres. Le groupe Manouchian est aussitôt jugé par un tribunal militaire allemand, en même temps qu'il est dénoncé par une propagande intense. Le 22 février 1944, tous les hommes sont exécutés au fort du Mont-Valérien tandis qu'**Olga Bancic** est transférée en Allemagne où elle est décapitée le 10 mai 1944, à la prison de Stuttgart, à l'âge de 32 ans. Seule figure féminine du groupe Manouchian, elle incarne la lutte pour la liberté portée par ces étrangers et étrangères venus en France.



Olga Bancic et sa fille, photographie, c. 1939.



Les femmes de la section des Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'œuvre immigrée défilent à Marseille, photographie, Julia Pirotte, 1944.

« Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant. »

Louis Aragon, 1955

FEMMES
RÉSISTANCE

DE LA RÉSISTANCE À L'ENGAGEMENT POLITIQUE



Mlle Bostide, communiste. Mlle Braun, communiste. Mlle Degrouz, socialiste. Mlle Dienessé, M. R. P. Mlle Eboué, socialiste. Mlle François, communiste.



Mlle Galvès, communiste. Mlle Guère, communiste. Mlle L. Guère, communiste. Mlle Lambin, M. R. P. Mlle Laure, socialiste.



Mlle Lefebvre, M. R. P. Mlle Lefebvre, M. R. P.



Mlle Leprieux, socialiste. Mlle Leprieux, socialiste.



Mlle Léveillé, communiste. Mlle Michy, communiste. Mlle Nadeau, communiste. Mlle Oyon, socialiste. Mlle Péri, communiste. Mlle Peyralla, M. R. P.



Mlle Poinso-Chapuis, M. R. P. Mlle Prévert, M. R. P. Mlle Reyès, communiste. Mlle Roca, communiste. Mlle Rollin, M. R. P. Mlle Rautava, communiste.



Mlle Solomon-Langevin, communiste. Mlle Sportive, communiste. Mlle de Suzanne, union républicaine. Mlle Texier-La Houllé, républicaine populaire et paysan. Mlle Voinovitch, communiste. Mlle Vaillat-Couturier, communiste.

Les Premières Députées Françaises

Elles sont trente-trois femmes, « députées » à l'Assemblée nationale constituante par toutes les provinces françaises. Deux d'entre elles ont été élues par l'empire : M^{lle} Sportive, à Orléans, et M^{lle} Eboué, vouée du gouverneur général des colonies, à la Guadeloupe, de leur nom comme son mari. Elles appartiennent pour la plupart à ceux qu'on a appelés les « Trois Grands », communistes, socialistes et M. R. P., mais nos départements de l'Ouest, traditionnellement modérés, ont délégué au Palais-Bourbon deux représentantes : M^{lle} de Suzanne (Vendée) et M^{lle} Texier-La Houllé (Morbihan), qui siègent à droite. Leurs pro-

fessions ? Il y a des intellectuelles et des ouvrières humbles. Certaines ont déjà un passé de militantes, d'autres sont de nouvelles venues dans l'arène politique. Quatre d'entre elles ont siégé à la Consultative : M^{lle} Péri, Vaillant-Couturier, Madeleine Braun et Lefebvre, vice-présidente du conseil municipal de Paris. Nouvelles venues dans les assemblées parlementaires, les femmes y joueront peut-être demain un rôle important. Et ce n'est sans doute pas uniquement pour faire un geste symbolique que la Constituante a déjà appelé une femme, M^{lle} Marie Dienessé, à siéger à son bureau en qualité de secrétaire.

« Les premières députées françaises », France Illustration, 1945 [1^{er} décembre].

Au lendemain de la guerre, plusieurs résistantes s'engagent en politique. Si le 24 mars 1944, l'Assemblée consultative siégeant à Alger adopte le droit de vote des femmes, l'ordonnance du 21 avril suivant prévoit leur éligibilité, qui devient une réalité en avril 1945.

Madeleine Braun (1907-1980) 1 Dès 1940, elle rejoint le mouvement de résistance Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France. Éluée députée communiste de la Seine le 21 octobre 1945, elle devient la première femme vice-présidente de l'Assemblée nationale constituante le 14 juin 1946, fonction qu'elle occupe ensuite à l'Assemblée nationale à quatre reprises. **Gilberte Brossolette (1905-2004)** 2 Cette journaliste exerce une action majeure avec son époux, Pierre Brossolette, dans la Résistance parisienne dès l'automne 1940. Nommée au Conseil de la République (nom du Sénat) en 1946, elle est élue sénatrice de la Seine en 1948. Vice-présidente du Sénat de 1946 à 1954, elle est la première femme à avoir présidé une réunion de la Haute Assemblée. **Eugénie Éboué-Tell (1891-1972)** 3 Dès l'Armistice, elle s'engage dans les Forces françaises libres et sert comme infirmière à l'hôpital militaire de Brazzaville. Après la Libération, elle embrasse une carrière politique en étant successivement députée de Guadeloupe, conseillère de la République et sénatrice de Guadeloupe. **Germaine Poinso-Chapuis (1901-1981)** 4 Avocate proche de Gaston Defferre, elle résiste au sein du mouvement de Libération nationale, puis exerce les fonctions de députée et de ministre de la Santé publique et de la Population de 1947 à 1948. Première femme ministre de plein exercice dans l'histoire de la République, elle reste la seule jusqu'à la nomination de Simone Veil en 1974.



Première carte d'électrice de Juliette Miquet, 1945.



Mouvement de Libération nationale. Action féminine [Limoges], affiche, c. 1944.

FEMMES
EN
RÉSISTANCE



1909-1943

DANIELLE CASANOVA

La Résistance et la lutte contre le fascisme

Née Vincentella Perini le 9 janvier 1909, **Danielle Casanova** est originaire d'Ajaccio en Corse. Étudiante en dentaire à Paris, elle s'engage à moins de 20 ans dans l'Union fédérale des étudiants, adhère aux Jeunesses communistes (1928), rencontre puis épouse Laurent Casanova (1933). Très impliquée dans les instances communistes parisiennes, elle fonde en 1936 un mouvement antifasciste, l'Union des jeunes filles de France. Obligée de passer dans la clandestinité en septembre 1939 lorsque le parti communiste est interdit, elle travaille d'abord à renouer les liens entre les militants et les dirigeants du PCF puis participe, à partir de 1941, à la mise en place d'une organisation armée et de comités féminins pour manifester contre les privations. Arrêtée par la police le 15 février 1942, **Danielle Casanova** est écrouée à la prison de la Santé durant plusieurs mois, au cours desquels elle n'abandonne pas la lutte. Déportée à Auschwitz-Birkenau un an plus tard, le 24 janvier 1943, avec plus de deux cents autres femmes, elle assure quelque temps les soins médicaux pour son *block* tout en établissant le contact avec une organisation clandestine, mais elle est finalement vaincue par le typhus le 9 mai 1943.



Louis Aragon, Marie-Claude Vaillant-Couturier et Jeannette Vermeesch lors d'un hommage à Danielle Casanova [Paris], photographie, 1946.



Danielle Casanova (au centre) peu de temps avant la guerre, avec Claudine Chomat (à droite) de l'Union des jeunes filles de France, photographie, 1939.



La mort de Danielle Casanova, étude pour le tableau éponyme réalisé en hommage à la résistante, Boris Taslitzky, 1950.

« Ils ont voulu l'anéantir,
ils l'ont rendue immortelle. »

Cérémonie commémorative à la mémoire
de Danielle Casanova, 1945

FEMMES
RÉSISTANCE



1909-1989

MARIE-MADELEINE FOURCADE

La Résistance au sein du réseau Alliance

Née le 8 novembre 1909, **Marie-Madeleine Fourcade** reste la seule femme française à avoir dirigé un réseau. Elle travaille avant la guerre comme journaliste et, en 1936, elle est secrétaire de rédaction du groupe de publications d'extrême-droite de Georges Loustau-Lacau, qu'elle accompagne dans la fondation du réseau Alliance sous l'égide de l'*Intelligence Service* en 1941. Après l'arrestation de ce dernier en mai 1941, elle prend la tête du réseau de renseignement et organise, le 4 novembre 1942, l'embarquement clandestin du général Giraud avant le débarquement allié à Alger. Arrêtée le 10 novembre 1942, elle s'évade et rejoint Londres d'où elle continue à diriger Alliance. Au lendemain de la guerre, **Marie-Madeleine Fourcade** rend hommage à son réseau en créant l'association Amicale du réseau Alliance. Elle se charge du mémorial de l'Alliance, dédié aux 483 morts du mouvement. Nommée vice-présidente de l'Association nationale des médaillés de la Résistance et de la Fédération des réseaux de la France combattante en 1960, elle est également vice-présidente de l'Union internationale de la Résistance et de la Déportation. Elle livre son dernier combat en 1987 en témoignant au procès de Klaus Barbie à Lyon.

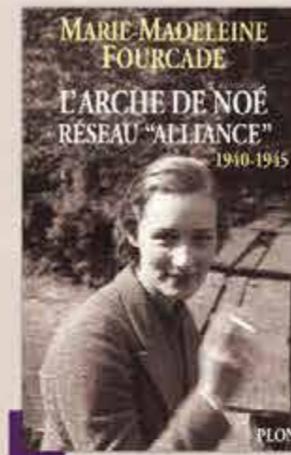


Marie-Madeleine Fourcade, photographie, Jean Mounicq, 1968.



Stèle en l'honneur des membres du réseau Alliance tués par les Nazis lors de la libération de Strasbourg, carte postale, c. 1955.

Marie-Madeleine Fourcade, photographie, 1959.



« L'Arche de Noé » [nom donné par les Nazis au réseau de résistants Alliance], livre de Marie-Madeleine Fourcade, 1999.



Carte de service des Forces françaises combattantes signée Marie-Madeleine, 1948.

« Je voudrais que l'on ne les oublie pas et qu'on comprît surtout quelle était la divine flamme qui les animait. »

Marie-Madeleine Fourcade, 1968



1920-2002

GENEVIÈVE DE GAULLE-ANTHONIOZ

La Résistance dans la fraternité

Geneviève de Gaulle-Anthonioz naît le 25 octobre 1920 dans le Gard. Le discours du maréchal Pétain du 17 juin 1940 la détermine à entrer en résistance avant même de prendre connaissance de l'appel de son oncle. Elle entre à Paris, dans un groupe de résistance auprès de sa tante Madeleine de Gaulle. Puis, en 1943, elle intègre sous le pseudonyme Gallia le mouvement Défense de la France et joue un rôle essentiel pour l'adhésion du groupe à de Gaulle. Arrêtée le 20 juillet 1943, elle est déportée le 2 février 1944 à Ravensbrück, où son nom de famille lui fait plusieurs fois frôler la mort. Libérée en avril 1945, elle milite au sein de l'Association des déportées et internées de la Résistance où elle n'a de cesse de dénoncer la barbarie nazie, comme en témoigne sa présence au procès Barbie en 1987. Sa vie fut un engagement total. En 1958, après avoir rencontré le Père Joseph Wresinski, aumônier du bidonville de Noisy-le-Grand, elle s'investit dans le mouvement Aide à Toute Détresse (ATD), dont elle devient présidente en 1964. En 1998, **Geneviève de Gaulle-Anthonioz** est la première femme française élevée à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur. En mai 2015, elle entre au Panthéon et devient le symbole du combat des femmes pour la fraternité et la Résistance.



Geneviève de Gaulle-Anthonioz à la tribune de l'Assemblée nationale, photographie, Pierre Verdy, 1997.



Geneviève de Gaulle-Anthonioz et le Père Joseph Wresinski, respectivement présidente et fondateur d'ATD, photographie, Pierre Guillaud, 1980.



Vue de la rue de Rivoli sous l'Occupation allemande, photographie, André Zucca, c. 1942.

« Je ne suis pas une héroïne, mais je revendique le terme de résistante. Au fond, entre la Résistance et ATD, il y a un cheminement commun : le refus de l'inacceptable. »

Geneviève de Gaulle-Anthonioz, 1998

FEMMES
RÉSISTANCE



1917-2006

ANNA MARLY

La Résistance et le Chant des Partisans

Anna Marly voit le jour en Russie le 30 octobre 1917 pendant la révolution. Exilée avec sa famille en France dès le début des années 1920, elle commence une carrière de danseuse dans les ballets russes puis devient chanteuse dans les cabarets parisiens. L'exode de mai 1940 la pousse à prendre de nouveau le chemin de l'exil. Elle gagne Londres et s'engage comme cantinière dans les Forces françaises libres. Elle compose alors à la guitare la musique du *Chant des partisans* dont Joseph Kessel et son neveu Maurice Druon écrivent les paroles. Il devient aussitôt l'hymne de la Résistance française, celui d'un peuple qui a refusé la défaite et se lève pour combattre. Devenu l'indicatif de l'émission de la BBC *Honneur et Patrie* puis signe de reconnaissance dans les maquis, le *Chant des partisans* connaît un succès mondial. Après la guerre, **Anna Marly** s'installe aux États-Unis. Le 18 juin 2000, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'appel du 18 juin, elle revient en France pour une interprétation du *Chant des partisans* à l'église de la Madeleine. Sa musique reste pour l'éternité le symbole de ces années de lutte.



Anna Marly, photographie de studio, c.1953.



Le Chant des partisans, partition, 1941.



Laissez-passer d'Anna Marly au quartier général des Forces françaises libres, 1942.

Anna Marly, photographie, non datée.

« Ohé ! Partisans, ouvriers et paysans, c'est l'alarme ! Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes. »

Le Chant des partisans, 1943



Jacotte Fournier et Crapette Demay, l'équipage de l'ambulance « Tante Mirabelle », photographie, 1944.

« ROCHAMBELLES » ET « MARINETTES »

Refusant l'Occupation et la Collaboration, de nombreuses Françaises s'engagèrent en tant que conductrices-ambulancières au sein de la 2^e division blindée (DB) formée fin 1943 par le général Leclerc. Le groupe Rochambeau, où elles sont les plus nombreuses, intègre le 13^e bataillon médical de la division (les « Rochambelles ») ; le groupe des « Marinettes » est rattaché au régiment blindé des fusiliers marins de la 2^e DB.

Florence Conrad (1886-1966) 1 L'Américaine Florence Conrad a été volontaire en 1917 puis pendant la campagne de France 1939-1940 en tant qu'infirmière. En 1943, à New York, elle recrute de jeunes volontaires françaises et crée une unité d'ambulancières-infirmières, le groupe Rochambeau. Arrivée au Maroc en septembre 1943 avec son groupe, les « Rochambelles », Florence Conrad persuade Leclerc de les intégrer et elles débarquent en Normandie en août 1944 avant de participer à la libération de Paris. **Suzanne Torrès (1907-1977)** 2 En 1940, Suzanne Torrès s'engage dans la Section sanitaire automobile (SSA). Après la défaite de la France, elle s'envole pour l'Afrique du Nord dans l'avion d'Antoine de Saint-Exupéry puis rejoint New York où elle rencontre Florence Conrad. Lieutenant du groupe Rochambeau puis commandant en septembre 1944, Suzanne Torrès mène ses « Rochambelles » de Paris libéré jusqu'en Allemagne. **Jacqueline Carsignol** 3 L'épopée des « Marinettes » commence à Assi Ben Okba, au Maroc, où Jacqueline Carsignol, ancienne infirmière de la Croix-Rouge, cherche des volontaires pour s'occuper des blessés de la division Leclerc. Elle recrute huit jeunes filles et trouve les véhicules nécessaires à leur tâche. Le 7 mai 1944, l'équipe d'ambulancières SFF (Services féminins de la flotte) est constituée. **Cécile de Jerphanion (1914-2008)** 4 Le 6 mai 1944, cette infirmière rejoint à Alger les rangs des « Marinettes ». Cécile de Jerphanion assure la succession de Jacqueline Carsignol et prend le commandement du groupe. Sa mission : apporter les premiers secours aux soldats blessés et les évacuer vers l'arrière. Les « Marinettes » participèrent à toute la campagne de la libération de la France, de la Normandie à l'Allemagne.



Louis Jacquinot, ministre de la Marine, s'entretenant avec les « Marinettes », photographie, 1944.



Pour libérer la France. Françaises ! Venez au Corps féminin des transmissions, affiche, Gaston Ry, 1943.

« Pour moi, c'est un des souvenirs les plus réconfortants de notre épopée que celui de ces braves et généreuses femmes et filles qui ont servi, pour l'immense majorité d'entre elles, d'une manière si pure et si efficace. »

Général de Gaulle, 1946



1919-2013

FRANÇOISE SELIGMANN

La Résistance contre le nazisme

Née le 9 juin 1919, **Françoise Seligmann** a 21 ans au début de l'Occupation. Parce qu'elle a vu sa mère qui travaillait dans l'enseignement en être exclue en raison de ses origines juives, elle entre dans la Résistance en organisant avec le pasteur Roland de Pury une filière d'évasion vers la Suisse (1941). Rapidement, elle rejoint le mouvement Combat et prend en charge son service social : accueil et accompagnement des résistants vers des lieux d'hébergement sûrs, recherche d'agents disparus dans les prisons... Directrice du service social du Mouvement de libération nationale (MLN) à la fin de la guerre, elle donne à son combat une orientation féministe. Elle fonde en 1946 le journal féministe *La Française* afin d'obtenir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, adhère à la Ligue des droits de l'Homme (1949) et travaille avec Pierre Mendès France au sein de l'Union des forces démocratiques à partir de 1955. Avec son époux, François-Gérard Seligmann, elle fonde en 2004 le prix Seligmann contre le racisme en mémoire des combats menés contre le nazisme. **Françoise Seligmann** s'est éteinte en 2013, à l'âge de 93 ans, après avoir fait de la lutte pour les droits de l'Homme le fil conducteur de toute sa vie.



« Combat, Actualités », Une de presse, 1943 [1^{er} juin].



Affiches fêtant la Libération, photographie, Leonard McCombe, 1944.



Françoise Seligmann lors de la remise de leur prix à Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo, photographie, Mehdi Fedouach, 2004.

Françoise Seligmann, photographie, c. 2000.

« Je soutiens que pour construire l'histoire de demain, il ne faut pas oublier celle d'hier. »

Françoise Seligmann, 2000

FEMMES
RÉSISTANCE

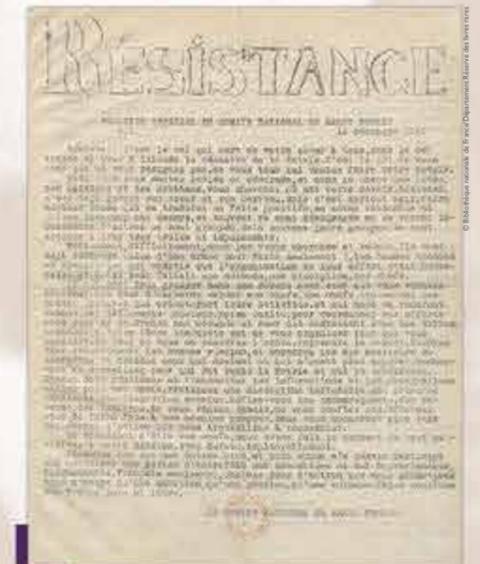


1907-2008

GERMAINE TILLION

La Résistance au service de l'égalité

Germaine Tillion, née le 30 mai 1907 en Haute-Loire, est une pionnière. Diplômée de l'Institut d'ethnologie, elle effectue une mission scientifique de six ans dans les Aurès en Algérie. De retour en France, en juin 1940, elle refuse l'Armistice et s'engage dans la Résistance. Elle rejoint un groupe d'assistance aux prisonniers de guerre (notamment les prisonniers coloniaux) et noue des liens avec plusieurs réseaux de Résistance, dont celui du Musée de l'Homme. Elle met en relation les uns avec les autres et collecte les renseignements. Le réseau paie sa précocité d'un lourd tribut. À la suite de l'hécatombe qui décime le groupe, **Germaine Tillion** prend la tête du réseau. Alors qu'elle organise l'évasion d'un résistant, elle est arrêtée en 1942 puis déportée à Ravensbrück en 1943, où elle enquête sur le système concentrationnaire nazi. En 1946, au sortir de la guerre, elle s'engage dans le combat contre le système concentrationnaire et en 1954, elle part en Algérie, où la guerre vient de débuter, pour une mission officielle d'enquête sur le sort des populations civiles. Elle met en place des centres sociaux pour lutter contre la misère et dénonce la torture. Elle fait également siens les combats contre l'esclavage moderne. Elle disparaît en 2008 après avoir voué sa vie à la lutte pour l'égalité entre les peuples.



« Résistance, Bulletin officiel du Comité national de Salut public », Une du journal publié clandestinement par le groupe dit « du musée de l'Homme », 1940 [15 décembre].



Germaine Tillion et sa mère Emilie, toutes deux résistantes et déportées à Ravensbrück [Allemagne], photographie, 1940.



Germaine Tillion lors d'une mission ethnographique dans les Aurès [Algérie], photographie, 1935.

« Si j'ai survécu, je le dois d'abord et à coup sûr au hasard, ensuite à la colère, à la volonté de dévoiler ces crimes et, enfin, à une coalition de l'amitié, car j'avais perdu le désir viscéral de vivre. »

Germaine Tillion, 1944

FEMMES
RÉSISTANCE



1912-1996

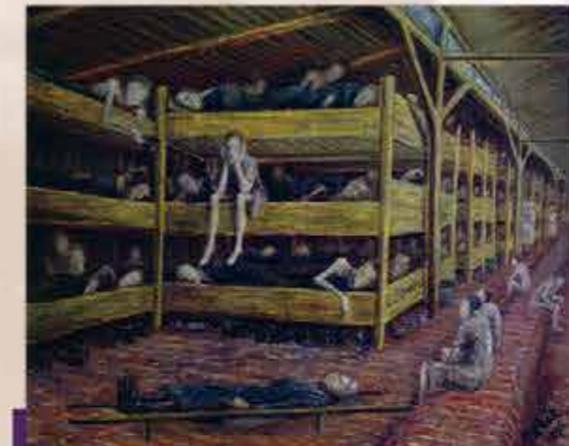
MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER

La Résistance comme idéal de vie

Marie-Claude Vaillant-Couturier naît le 3 novembre 1912 à Paris. Dès 1933, journaliste au magazine *Vu*, elle effectue des reportages en Allemagne, ce qui en fait une observatrice privilégiée du régime nazi. Militant au sein de l'Union des jeunes filles de France, elle s'engage dans la Résistance dès l'Armistice en participant à des publications clandestines. Elle assure la direction du parti communiste et les comités intellectuels du Front national de lutte pour l'indépendance de la France. Arrêtée en février 1942, elle est déportée à Auschwitz-Birkenau le 24 janvier 1943. Elle est transférée à Ravensbrück en août 1944 avant d'être libérée en avril 1945. Rentrée en France le 25 juin 1945, elle s'engage immédiatement pour lutter contre l'oubli des crimes nazis et les horreurs de la guerre. Le 28 janvier 1946, **Marie-Claude Vaillant-Couturier** témoigne au procès de Nuremberg. Elle poursuit son combat en défendant la notion d'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité devant l'Assemblée nationale (1964), avant de s'engager dans le procès de Klaus Barbie (1987). Elle participe activement à la naissance de la Fondation pour la mémoire de la déportation en 1990 dont elle sera présidente jusqu'à sa mort le 11 décembre 1996.



Marie-Claude Vaillant-Couturier et Simone Veil lors d'un débat télévisé sur l'Holocauste, photographie, Jean-Pierre Couderc, 1979.



Lagerlazarett I. Klasse [pavillon médical du camp de concentration d'Auschwitz], huile sur toile, Tollik Janina, 1949.



« Les déportées accusent », Une du magazine Regards, 1945.

« En racontant les souffrances de ceux qui ne pouvaient plus parler, j'avais le sentiment que, par ma bouche, ceux qu'ils avaient torturés, exterminés, accusaient leurs bourreaux. »

Marie-Claude Vaillant-Couturier

FEMMES
RÉSISTANCE



1898-1980

ROSE VALLAND

La Résistance face au pillage culturel

Née le 1^{er} novembre 1898 dans l'Isère, **Rose Valland** est la figure emblématique de l'histoire de la récupération des œuvres d'art spoliées durant la Seconde Guerre mondiale. Sous l'Occupation, les Allemands organisent un pillage en règle des musées et des collections privées, principalement celles appartenant à des Juifs déportés ou ayant fui, et se servent du musée du Jeu de Paume comme dépôt central. Rose Valland, qui y travaille en tant qu'attachée de conservation dresse un inventaire méticuleux des œuvres pillées. Elle fournit aussi des renseignements à la Résistance sur les transports d'œuvres d'art. À la Libération de Paris, en août 1944, elle devient membre de la Commission de récupération artistique. Le film *Le Train* de John Frankenheimer (1964) lui rendra un vibrant hommage, rappelant vingt ans après la Libération qu'elle a participé au sauvetage de près de 45 000 œuvres d'art. Elle inspire également le personnage de Claire Simone dans le film *Monuments Men* de George Clooney (2014). Elle aide à la reconstruction des musées allemands et reçoit, en 1972, la croix d'officier de l'ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne pour services rendus au monde des arts.

© Collection Centre Georges Pompidou - La Mémoire de Rose Valland

Rose Valland, membre de la première armée française en Allemagne, photographie, c. 1950.



Rose Valland sur le lac de Constance, photographie, c. 1950.



Rose Valland et Edith Standen entourées d'objets d'art spoliés par les Nazis, photographie, c. 1945.



Le train, film de John Frankenheimer d'après l'histoire de Rose Valland, affiche, 1964.



« Cette femme a sauvé un trésor », extrait du magazine Elle, 1963.

« *Son œuvre est un combat pour la liberté.* »

Plaque commémorative en hommage à Rose Valland, 2006

FEMMES
RÉSISTANCE

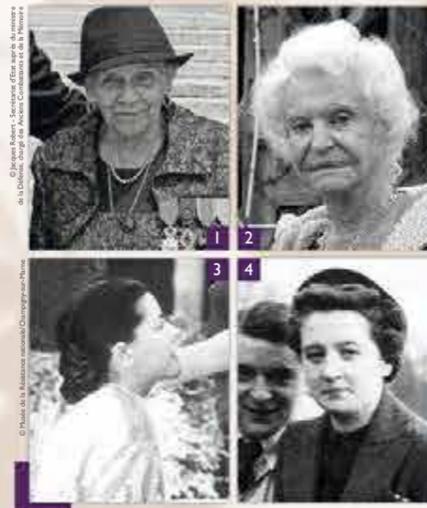


© APF
Combattante des Forces françaises de l'intérieur, photographie, 1944.

LES DERNIÈRES TÉMOINS DE L'HISTOIRE

Témoigner encore et toujours. Soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les derniers témoins de l'histoire apportent un éclairage sur cette immense épopée de la Résistance. Pour ces résistantes, il est donc essentiel de raconter leur engagement et de rappeler leur combat pour la liberté.

Jeanne Catayée (née en 1921) **1** Cette institutrice d'origine guyanaise habite en Martinique lorsque la guerre éclate. En 1943, elle devient une « dissidente » et, avec une vingtaine de jeunes filles et quelque 1 500 hommes, elle rejoint la France libre à Casablanca. Elle participe au débarquement de Provence en août 1944, traverse la France et se retrouve engagée dans les terribles combats de la poche de Royan. **Marie-José Chombart de Lauwe (née en 1923)** **2** Elle entre en Résistance dès l'âge de 17 ans en Bretagne. Elle fait partie de la Bande à Sidonie, créée par sa mère, avant d'intégrer le réseau Georges France 31 lié à l'*Intelligence Service* britannique. Arrêtée le 22 mai 1942, puis condamnée à mort, elle est finalement déportée en juillet 1943 au camp de Ravensbrück, puis à Mauthausen en mars 1945, d'où elle est libérée le 21 avril. **Madeleine Riffaud (née en 1924)** **3** Elle entre en Résistance à 18 ans. Alors que les combats de l'insurrection à Paris se préparent, elle participe aux actions armées des francs-tireurs et partisans. De sa propre initiative, en réaction au massacre d'Oradour-sur-Glane, elle abat un officier allemand et est capturée. Torturée puis condamnée à mort, elle est finalement libérée au cours d'un échange de prisonniers avec les Allemands et participe à l'insurrection. **Cécile Rol-Tanguy (née en 1919)** **4** Secrétaire à la Maison des métallos, elle épouse Henry Tanguy en 1939. Refusant la soumission, cette militante s'engage dans la résistance dès l'été 1940 et devient l'adjoint et l'agent de liaison de son mari. Lors de l'insurrection parisienne elle assure le secrétariat de son mari devenu le colonel Rol, chef des FFI d'Île-de-France.



« Les Françaises au cœur de la guerre (1939-1945) », ouvrage dirigé par Evelyne Morin Rotureau, Editions Autrement et ministère de la Défense, 2014.

« Il faut témoigner de ce que nous avons vécu, il faut en parler aux jeunes qui s'y intéressent. »

Hélène Viannay, 1995

FEMMES
RÉSISTANCE

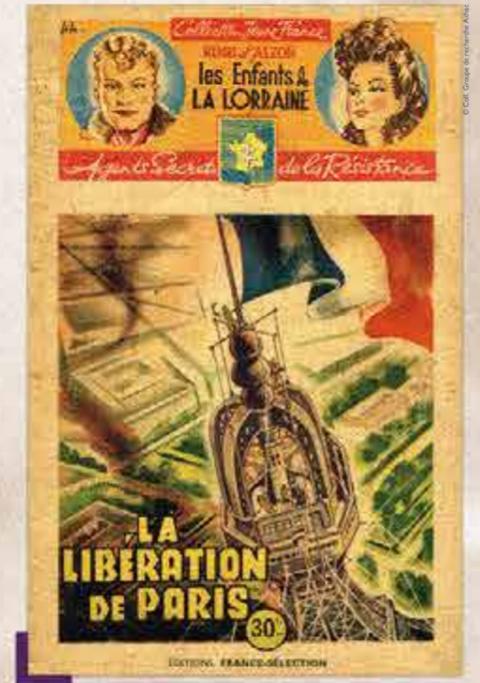


1903-1993

HÉLÈNE TERRÉ

La Résistance au service de la France

Hélène Terré est née le 26 avril 1903 en Haute-Saône. Écrivaine et musicienne, cette actrice majeure de la féminisation de l'armée française s'engage en 1939 dans les sections sanitaires automobiles de la Croix-Rouge française (SSA). En 1940, elle poursuit la lutte comme agent de réseau. Menacée, elle rejoint Londres et signe son engagement en mai 1941 dans les Forces françaises libres puis succède à Simonne Mathieu à la tête du Corps des volontaires françaises (CVF). Elle organise son unité en sections (terre, air, marine) et leur assure une formation complète. À l'automne 1943, elle rejoint Alger et participe à la création des Auxiliaires féminines de l'armée de terre (AFAT), qui deviendront par la suite le Personnel féminin de l'armée de terre (PFAT). Première femme commandant d'une unité féminine de l'armée française, elle termine la guerre comme directrice de l'armée féminine au ministère de la Guerre. Elle est démobilisée en 1947 après avoir effectué des opérations derrière les lignes allemandes et des missions d'inspection en Autriche et en Indochine. Lorsqu'elle s'éteint, en novembre 1993, une cérémonie en son hommage a lieu à l'hôtel des Invalides en présence de nombreuses anciennes résistantes et combattantes de la France libre.



« La Libération de Paris », dernier épisode de la série Les enfants de la Lorraine : agents secrets de la Résistance, 1946.



Volontaires féminines conductrices à Rivoli [Algérie], photographie, 1943.



Mouvement de Libération nationale, photographie, André Zucca, c. 1944.

Hélène Terré et le général de Gaulle [Londres], photographie, 1942.

« Mais le simple mot “France” qui est leur mot d’ordre suffit à rassembler leurs esprits et soutenir leur courage. »

Hélène Terré, 1943

FEMMES
à **RÉSISTANCE**



1890-1945

ÉLISE RIVET

Une religieuse dans la Résistance

Fille d'un officier français, **Élise Rivet** voit le jour le 19 janvier 1890 à Draria en Algérie. Entrée en 1912 au couvent Notre-Dame de la Compassion de Lyon, elle en devient la mère supérieure sous le nom de Mère Marie Élisabeth de l'Eucharistie en 1933. Après la défaite française de juin 1940, elle cache des réfugiés, sauve de nombreux enfants juifs et dissimule des armes et du matériel pour l'armée secrète et le réseau Ajax. Après avoir été dénoncée, elle est arrêtée le 25 mars 1944 en même temps qu'une autre religieuse, Mère Marie Jésus. Conduite au siège de la Gestapo, rue Berthelot, elle est interrogée puis reste emprisonnée trois mois à la prison de Montluc à Lyon. Déportée le 14 juillet 1944 à Sarrebrück, elle est transférée deux semaines plus tard au camp de Ravensbrück. Soumise aux travaux forcés, **Élise Rivet** continue d'entretenir des contacts avec une autre religieuse, ce qui lui permet de s'informer de l'évolution de la guerre et d'en faire part à ses compagnes d'infortune. Elle est gazée le 30 mars 1945, quelques semaines avant la fin de la guerre.



« Lyonnais, voici votre Combat », Une du premier numéro de Combat, journal clandestin, organe du Mouvement de Libération française, 1942.



Les Héros de la résistance, Élise Rivet, enveloppe premier jour, 1961.



Groupe de maquisards du Rhône, photographie, Guy Mas, c. 1943.

Elise Rivet, carte photographique, c. 1939.

« La souffrance dans le cœur,
le sourire sur les lèvres. »

Devise d'Élise Rivet

FEMMES
RÉSISTANCE



1924-2013

DENISE VERNAY

La Résistance au sein de l'Armée secrète

Née Denise Jacob en 1924, **Denise Vernay** est la sœur aînée de Simone Veil. À l'âge de 16 ans seulement, en juin 1940, elle refuse la capitulation de la France. Elle rejoint l'un des trois mouvements de zone sud : le mouvement Franc-Tireur dirigé par Jean-Pierre Lévy dont elle devient l'un des agents de liaison lyonnais. Sous le nom de code Miarka, elle transporte journaux et messages. Le 18 mars 1944, elle retrouve sa famille réfugiée à Nice pour les 21 ans de sa sœur aînée Madeleine. C'est la dernière fois qu'elle les voit tous. Dix jours plus tard, son père, sa mère, son frère et ses deux sœurs sont arrêtés pour être ensuite déportés au camp d'Auschwitz. Après le débarquement du 6 juin 1944, elle rejoint Annecy comme agent de liaison de l'armée secrète, mais elle est elle-même arrêtée une semaine plus tard au cours d'une mission effectuée pour le maquis du plateau des Glières. Interrogée durement par la Gestapo à Lyon — elle subit le supplice de la baignoire —, **Denise Vernay** est déportée à Ravensbrück le 26 juillet 1944, puis transférée en mars 1945 au camp de Mauthausen. Libérée en avril 1945, elle décide de se faire, au sein de la Fondation pour la mémoire de la déportation, le témoin inlassable de ce drame jusqu'à sa mort en 2013 .



« Appel du Comité de libération de la région lyonnaise », Une de La voix de la libération, 1944 [14 juillet].



Denise Vernay, photographie, 1967.



Simone Veil et Denise Vernay lors d'une cérémonie en hommage à leur frère et dix autres enfants juifs déportés, photographie, Valéry Hache, 2007.

Denise Vernay, photographie, Marie Rameau, 2005.

« *Patriotisme et civisme, ce sont bien ces deux notions qui furent les motivations majeures de mon engagement dans la Résistance.* »

Denise Vernay, 1946



APRÈS-GUERRE, LA LUTTE CONTINUE...

Au lendemain de la guerre, la vie politique française est obligée de reconnaître l'engagement des femmes dans la Résistance. Dès le 24 mars 1944, l'Assemblée consultative siégeant à Alger adopte le principe du droit de vote des femmes, fruit de la longue lutte des militantes. Un mois plus tard, le 21 avril, le général de Gaulle ratifie une ordonnance qui prévoit le vote des femmes et leur éligibilité (article 17). **En devenant des citoyennes à part entière, elles font définitivement leur entrée dans la sphère politique. Elles votent pour la première fois le 29 avril 1945, à l'occasion des élections municipales et participent, le 21 octobre, au scrutin national.** Le rôle des femmes pendant la guerre est également reconnu par leur incorporation dans l'armée en tant que militaire à part entière. Le corps des Auxiliaires féminines de l'armée de terre (AFAT), créé en 1944, laisse la place au Personnel féminin de l'armée de terre (PFAT) en février 1946 et ouvre la voie de la féminisation de l'armée dans son ensemble. L'engagement de ces femmes ne s'arrête pas avec la fin des hostilités ; de nombreuses résistantes continuent le combat, en témoignant inlassablement pour dénoncer les méfaits de l'Occupation ou de la barbarie nazie, pour célébrer l'esprit de la Résistance, s'engager dans les luttes contre tous les racismes, contre le colonialisme ou pour les droits des femmes. Aujourd'hui, ces combats continuent, particulièrement ceux pour la parité, la lutte contre les violences ou encore l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Pour que l'égalité soit réelle.



Un grand nombre de résistantes s'est engagé activement pour soutenir les combats des femmes. Parmi elles, **Marie-Hélène Lefaucheur (1)** qui a eu un rôle très actif dans la Résistance en présidant notamment la section féminine du mouvement « Organisation civile et militaire » ; la photographe **Janine Niepce (2)** qui a développé des films pour la Résistance et participé à la Libération de Paris ; la journaliste **Françoise Giroud (3)** qui participe à un réseau de Résistance fondé par sa sœur et est arrêtée par la Gestapo en 1944 ; **Marthe Simard (4)**, première femme française à avoir siégé dans une assemblée parlementaire au sein de l'Assemblée consultative provisoire en 1943... **Et des milliers d'autres auxquelles cette exposition rend hommage.**



Défilé des corps féminins de l'armée française [18 juin], photographie, 1945.



Un bureau de vote, photographie, c. 1945.

Libération, lithographie couleur, R. Dumoulin, 1944.

**FEMMES
RÉSISTANCE**

Exposition coordonnée par l'agence **Les bâtisseurs de mémoire** ; réalisée pour le secrétariat auprès du ministère de la Défense, chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, le secrétariat auprès du ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des Femmes, chargé des Droits des Femmes et la Mairie de Paris, avec le concours de la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA) et de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), en partenariat avec France Télévisions, l'Agence France Presse et avec le concours de la Parisienne de Photographie, en charge de la numérisation et la valorisation des fonds iconographiques de la ville de Paris. Exposition sous le commissariat de Julie d'Andurain et Pascal Blanchard, recherche, documentation et suivi éditorial Tiffany Roux, iconographie Marion Perceval, coordination générale Emmanuelle Collignon, création graphique Thierry Palau, assistantes documentation et iconographie Cléo Boivin et Cindy Lermite et conseillère historique Christine Levisse-Touzé. Remerciements à l'Association Germaine Tillon et Geneviève Zamansky-Bonnin et Marie Rameau ; la Fondation Selgmann et Annie Snanoudj-Verber ; le Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne, le Musée de l'Ordre de la Libération et Vladimir Trouplin et Béatrice Parrain ; la Fondation de la Résistance et Frantz Malassis ; la Fondation pour la mémoire de la déportation et Cyrille Le Quellec ; le Musée d'histoire de Marseille et Ann Blanchet ; Chulina Hills et Romain Leroy ; Evlyne Tasitzky ; Isaline Amaric-Choury ; Aldo Soares ; Jean-Claude Cadet ; le Centre d'histoire de la résistance et de la déportation ; le Musée du Général Leclerc-de-Hautecloque et l'ECPAD.

20